

Information financière trimestrielle

- **Premier trimestre 2013 : Pertinence du modèle intégré et diversifié d'EDF**
- **Chiffre d'affaires en hausse de 12,1% dont 4,7% en organique**
- **Objectifs 2013 confirmés**

Evolution du chiffre d'affaires du groupe EDF

<i>En millions d'euros</i>	T1 2012	T1 2013	%	Dont % change	Dont % périmètre	Dont % organique
France	12 462	12 880	3,4	0,0	0,0	3,4
RU	2 608	2 731	4,7	-2,1	0,0	6,8
Italie	1 758	3 513	99,8	0,0	87,3	12,5
Autre International	2 356	2 465	4,6	-0,5	0,2	5,0
Autres activités	1 651	1 767	7,0	-0,1	4,1	3,0
International & Autres activités	8 373	10 476	25,1	-0,8	19,2	6,7
Total Groupe	20 835	23 356	12,1	-0,3	7,7	4,7

Le chiffre d'affaires du groupe EDF au premier trimestre 2013 s'élève à 23,4 milliards d'euros, en croissance de 12,1% par rapport au premier trimestre 2012 du fait principalement de l'impact de la consolidation par intégration globale d'Edison. La hausse à périmètre et à change constants est de 4,7%. Elle s'explique notamment par la hausse des volumes liée à l'effet climatique en France et dans une moindre mesure au Royaume-Uni et en Italie, mais aussi par une amélioration de la performance opérationnelle au Royaume-Uni et aux Etats-Unis par rapport à 2012. Le premier trimestre 2013 aura également été marqué par une amélioration de la structure financière du Groupe avec notamment l'affectation de la créance CSPE aux actifs dédiés après l'accord global avec l'Etat. Le Groupe a par ailleurs levé plus de 6 milliards d'euros d'obligations « hybrides », la plus importante émission par une entreprise non financière dans 3 devises.

Henri Proglio, Président Directeur Général d'EDF a déclaré : « *La croissance de notre chiffre d'affaires sur ce premier trimestre prouve encore la pertinence du modèle intégré et diversifié du Groupe. On peut notamment souligner les bonnes performances du Royaume-Uni et d'EDF Energies Nouvelles. Ce modèle permettra à EDF, première entreprise industrielle de France, d'investir en 2013 à nouveau près de 12 milliards d'euros dans ses métiers et de recruter plus de 6 000 personnes, dont 2 000 créations d'emplois.* »

Perspectives 2013

Le groupe EDF confirme ses objectifs financiers pour 2013 :

- Objectif de croissance organique¹ de l'EBITDA hors Edison compris entre 0% et 3%
- Edison : perspectives d'EBITDA récurrent en ligne avec 2012, avec une fluctuation possible des résultats entre 2013 et 2014 du fait du calendrier de renégociations des contrats d'approvisionnement en gaz
- Ratio d'endettement financier net / EBITDA compris entre 2x et 2,5x
- Taux de distribution : 55% à 65% du résultat net courant

La croissance de l'EBITDA hors Edison est attendue sur le second semestre en raison d'une part du positionnement des mesures de réduction de coûts dans le cadre du programme « Spark » concentré sur la deuxième partie de l'année et d'autre part l'amélioration attendue au second semestre de la production nucléaire en France.

¹ A périmètre et change constants

Evolution du chiffre d'affaires du premier trimestre

France : Impact positif du climat

<i>En millions d'euros</i>	T1 2012	T1 2013	Δ	% organique
Total France	12 462	12 880	418	3,4

En **France**, le chiffre d'affaires au premier trimestre 2013 est de 12,9 milliards d'euros, en croissance organique de 3,4% soit 418 millions d'euros. Cette croissance est essentiellement liée au climat plus froid sur la période par rapport à l'année dernière, ceci pour un montant de 462 millions d'euros avec un effet favorable attendu sur l'EBITDA compte tenu notamment de la détente des prix observée sur le marché spot.

L'effet prix positif de 198 millions d'euros, lié à la hausse des tarifs réglementés (acheminement et énergie) intervenue à l'été 2012 permet de compenser partiellement la baisse due à l'arrêt progressif des livraisons dans le cadre des contrats long terme (Eurodif,...) et aux appels d'offres fournisseurs.

La production nucléaire du premier trimestre 2013 est en recul de 2,6% par rapport au premier trimestre 2012, du fait principalement d'un volume d'arrêts programmés plus important et commencés plus tôt. Le Groupe confirme son objectif de production nucléaire pour 2013 compris entre 410 et 415 TWh, qui prend en compte la poursuite du programme de remplacement des gros composants et la programmation de sept visites décennales.

La production hydraulique du premier trimestre 2013 est en hausse de 3 TWh par rapport au premier trimestre 2012 (+34,5%), également répartie entre fil de l'eau et lacs. En outre, les stocks neigeux mesurés fin mars dans les Alpes et les Pyrénées ainsi que les précipitations du mois d'avril devraient permettre de reconstituer les réserves. Par ailleurs, la production thermique à flamme est en hausse de 1,9 TWh comparée à celle de la même période en 2012.

Royaume-Uni : Bonne performance du parc nucléaire

<i>En millions d'euros</i>	T1 2012	T1 2013	Δ	% organique
Total Royaume-Uni	2 608	2 731	123	6,8

Au **Royaume-Uni**, le chiffre d'affaires s'établit à 2,7 milliards d'euros, en progression de 6,8% en organique soit 177 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2012. La dépréciation de la Livre Sterling vis-à-vis de l'Euro a eu un effet négatif de 54 millions d'euros. La production nucléaire du premier trimestre 2013 est en hausse de 1,6 TWh soit une progression de +11,3% par rapport au premier trimestre 2012, du fait d'une bonne performance du parc cohérente avec l'ambition de stabilité de la production par rapport à 2012 compte tenu du planning d'arrêts plus chargé. Par ailleurs, au premier trimestre 2013, la production thermique à flamme est en hausse de 0,2 TWh soit +3% par rapport à la même période de 2012 grâce à une bonne disponibilité.

La hausse organique du chiffre d'affaires provient notamment de l'activité électrique (+101 millions d'euros) et s'explique par un effet prix positif de 95 millions d'euros qui bénéficie de la hausse des prix de marchés.

L'effet volume de cette activité bénéficie de la vente d'électricité sur les marchés (+2,5 TWh) en application des engagements pris envers la Commission Européenne suite à l'acquisition de British Energy, qui compense le recul des ventes structurées (-2,7 TWh) tandis que les autres segments de clientèle sont globalement stables.

L'activité de commercialisation de gaz affiche une progression de 64 millions d'euros sur la même période de 2012 bénéficiant notamment d'un hiver plus rigoureux en 2013 qu'en 2012.

Italie : Hausse des ventes sur les marchés de gros

<i>En millions d'euros</i>	T1 2012	T1 2013	Δ	% organique
Total Italie	1 758	3 513	1 755	12,5

Le segment Italie comprend principalement EDF Fenice et Edison, dont EDF détient désormais 97,4% du capital² et qui est consolidé en intégration globale depuis la prise de contrôle finalisée le 24 mai 2012.

En **Italie**, le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe s'établit à 3,5 milliards d'euros, en croissance organique de 12,5%. La hausse du chiffre d'affaires d'Edison est de 14,9% en organique.

Dans les activités électriques, le chiffre d'affaires est en hausse de 16,5% et bénéficie d'un effet volume positif. Les ventes aux clients finals sont quasiment stables tandis que les ventes sur les marchés à terme et de gros sont en nette augmentation et compensent le recul observé des ventes sur le marché IPEX.

Dans les activités hydrocarbures, le chiffre d'affaires est en recul de 7,5% en raison d'un moindre prix moyen de vente.

Le niveau des prix d'approvisionnement des contrats gaz long terme supérieur à celui des marchés continue d'impacter négativement les marges des activités gaz, dans un contexte de baisse de la demande de gaz naturel en Italie. Pour cette raison, Edison a engagé un nouveau cycle de renégociations de ses contrats gaziers fin 2012. Après les succès de 2012 sur les contrats qataris et libyens, Edison a obtenu le 24 avril 2013 une révision à la baisse du prix du gaz de son contrat avec Sonatrach (Algérie) suite à une procédure d'arbitrage lancée en août 2011. Cette révision, incluse dans l'objectif pour Edison en 2013, aura un effet positif sur l'EBITDA d'Edison de près de 300 millions d'euros.

² Et 99,5% des droits de vote

Autre International : Hausse du chiffre d'affaires sans effet notable sur les marges

<i>En millions d'euros</i>	T1 2012	T1 2013	Δ	% organique
Total Autre international	2 356	2 465	109	5,0

Le segment **Autre international** enregistre un chiffre d'affaires de 2,5 milliards d'euros, en croissance organique de 5,0%.

En Belgique, la croissance organique du chiffre d'affaires est de 6,6%, en raison de la hausse du chiffre d'affaires liée aux activités d'achats-reventes d'énergie, sans impact significatif sur les marges. Cependant, ces dernières sont affectées par les arrêts prolongés de Tihange 2 et Doel 3, par la forte concurrence sur les prix observée sur le marché belge et la baisse des *spark spreads*.

En Pologne, la décroissance organique du chiffre d'affaires est de 6,7%, du fait de la baisse des prix de l'électricité, des certificats verts et de la baisse des volumes d'électricité commercialisés.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le reste du monde progresse notamment au Brésil (+27,9% en organique) qui avait vu le premier trimestre 2012 marqué par des arrêts de maintenance et aux Etats-Unis (+13,6%) où la disponibilité des centrales s'est améliorée.

Autres activités : Bonne performance sur l'ensemble du segment

<i>En millions d'euros</i>	T1 2012	T1 2013	Δ	% organique
Total Autres activités	1 651	1 767	116	3,0

La contribution du segment **Autres activités** au chiffre d'affaires du Groupe est de 1,8 milliard d'euros, en croissance organique de 3,0% qui s'explique notamment par les hausses observées chez EDF Trading et EDF Energies Nouvelles.

La hausse de la marge brute de trading d'EDF Trading reconnue en chiffre d'affaires est de 10,9% soit +33 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2012, principalement en raison de bons résultats réalisés dans les activités charbon/fret et gaz.

Le chiffre d'affaires d'EDF Energies Nouvelles est en croissance organique de 5,3% par rapport au premier trimestre 2012. Cette croissance résulte principalement de la hausse de 31,2% du chiffre d'affaires de l'activité Production, qui a bénéficié de l'augmentation des capacités mises en service en 2012 (+820 MW nets) principalement situées aux Etats Unis, au Canada et en Pologne. Cette croissance résulte également de conditions de vent très favorables en Europe du Sud cependant partiellement compensées par des conditions climatiques défavorables observées aux Etats-Unis sur la même période.

Au 31 mars 2013, EDF EN dispose de 5 769 MW bruts en service, dont 5 016 MW d'éolien et 559 MW de solaire photovoltaïque, auxquels s'ajoutent 791 MW bruts en cours de construction.

Faits marquants du premier trimestre 2013 postérieurs au 14 février 2013

Edison : conclusion de la procédure d'arbitrage avec Sonatrach sur le contrat long terme algérien

La Chambre Internationale d'Arbitrage a rendu le 24 avril 2013 un avis positif en faveur d'Edison dans le cadre de la procédure d'arbitrage lancée en août 2011 sur le prix du gaz long terme inclus dans le contrat algérien. La révision à la baisse du prix aura un effet positif de l'ordre de 300 millions d'euros sur l'EBITDA d'Edison en 2013.

EDF reçoit l'avis favorable de l'Autorité de Sûreté Nucléaire pour poursuivre l'exploitation du réacteur n°2 de Fessenheim et réalisera les travaux nécessaires

L'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) autorise la poursuite d'exploitation du réacteur n°2 de la centrale nucléaire de Fessenheim au-delà de son troisième examen décennal.

EDF conduira les travaux demandés par l'ASN dans les délais impartis.

Cet avis favorable d'exploitation fait suite à la visite décennale qui s'est déroulée d'avril 2011 à mars 2012. La visite décennale consiste en un « check-up » complet des installations, toutes les dix années d'exploitation, mené sous le contrôle de l'ASN, et se traduit par un renforcement du niveau de sûreté des installations aux standards les plus récents. Cet arrêt, exceptionnel par l'ampleur des contrôles (tant sur la conformité que sur la sûreté) et des travaux réalisés, permet de vérifier les composants essentiels à la sûreté des installations : la cuve du réacteur, le bâtiment réacteur et le circuit primaire.

L'ensemble des travaux prescrits seront réalisés dans les délais fixés par l'ASN. Certains de ces travaux seront réalisés à l'occasion de l'arrêt programmé du réacteur n°2 fixé en juillet 2013.

En juillet 2011, l'ASN a donné un avis favorable de prolongation de fonctionnement pour le réacteur n°1 de la centrale. Cette autorisation était également soumise à des prescriptions techniques impliquant des travaux qu'EDF met actuellement en œuvre.

EDF et China Datang Corporation signent un accord de coopération dans le domaine de l'énergie thermique

EDF et l'électricien chinois China Datang Corporation (CDT) ont signé un accord cadre de coopération le 25 avril 2013 à Pékin en présence de Xi Jinping, Président de la République populaire de Chine et François Hollande, Président de la République française.

Selon les termes de l'accord EDF et CDT ont identifié plusieurs axes de coopération, en particulier dans des projets communs de production d'électricité d'origine thermique, en Chine et à l'international. Les deux électriciens étudieront également une coopération technique dans le domaine de l'ingénierie thermique. Ils ont aussi convenu de renforcer leurs échanges en matière de Recherche et Développement dans le domaine des énergies respectueuses de l'environnement.

Cet accord fait suite à celui de 2006 qui avait notamment permis à EDF de prendre une participation de 35% dans la centrale à charbon supercritique de Datang Sanmenxia Power Plant Phase II (DSPC), située dans la province du Henan au nord de la Chine. Il s'agit aujourd'hui de la technologie thermique la plus innovante exploitée par EDF. Grâce aux investissements réalisés dans la recherche et le développement de nouveaux projets, les acteurs chinois sont aujourd'hui leaders mondiaux dans l'industrialisation de ces hautes technologies faiblement émettrices de CO₂.

EDF, Areva et CGNPC signent une déclaration commune de coopération

MM. He Yu, Président de China Guangdong Nuclear Power Holding Co. (CGNPC), Henri Proglio, Président-Directeur Général d'EDF, et Luc Oursel, ont signé le 25 avril 2013 un accord de coopération industrielle et opérationnelle entre les trois groupes.

Selon les termes de cet accord, CGNPC, AREVA et EDF réaffirment leur volonté d'achever avec succès la construction des deux premiers réacteurs de Taishan et de mener à bien le démarrage de leur exploitation commerciale, ceci également afin d'envisager dans les meilleures conditions le lancement de futurs réacteurs. Dans cette perspective, AREVA et CGNPC vont également engager rapidement l'analyse du retour d'expérience de la construction des unités Taishan 1 et 2.

Cette coopération prévoit également la contribution d'EDF et d'AREVA, dans leur domaine de compétences respectif, à l'amélioration de la sûreté, de la maintenance et de la performance du parc de réacteurs de CGNPC en activité et à son évolution. Dans ce cadre, les trois partenaires tireront un bénéfice commun de leurs expériences industrielles nucléaires respectives et envisageront une coopération dans de futurs projets internationaux.

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a fixé le nouveau tarif d'utilisation du réseau de transport (TURPE 4 HTB)

Dans sa délibération du 3 avril 2013, la CRE a fixé le nouveau tarif du réseau de transport HTB exploité par RTE qui entrera en vigueur le 1^{er} août 2013. Il s'appliquera sur une période d'environ 4 ans. Ce nouveau tarif prévoit une augmentation de 2,4 % puis une indexation sur l'inflation.

La CRE renforce les incitations du gestionnaire de réseaux de transport (RTE) à maîtriser ses coûts et améliorer la qualité du service rendu aux utilisateurs. En particulier, elle fixe la durée moyenne de coupure de référence à 2,4 minutes, déjà adoptée dans le cadre de TURPE 3. Par ailleurs, elle élargit le périmètre des incitations financières à la fréquence moyenne de coupure. La CRE introduit également des incitations au développement des interconnexions et cherche à favoriser les activités de recherche et développement grâce à un cadre de régulation adapté.

Pour rappel : le dispositif des incitations financières défini par la CRE se construit sur la base d'un système de prime et de pénalité. Le gestionnaire de réseau perçoit une prime lorsqu'il améliore ses performances, dans le cas contraire, il doit s'acquitter d'une pénalité. La part du tarif de transport d'électricité est de 12 % sur le tarif réglementé de vente.

Dividende EDF 2012 : l'Etat français percevra une quote-part du dividende en actions

Le Conseil d'administration d'EDF du 13 février 2013 a décidé de proposer à l'Assemblée générale des actionnaires du 30 mai 2013 le versement d'un dividende total de 1,25 € par action au titre de l'exercice 2012. En tenant compte de l'acompte sur le dividende 2012 de 0,57 € par action payé en décembre 2012, le solde du dividende restant à verser s'élève à 0,68 € par action.

Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale, il sera proposé à chaque actionnaire la possibilité d'opter pour le paiement en actions nouvelles d'EDF pour une quote-part de 0,10 € par action sur le solde du dividende 2012 restant à distribuer. Les actions nouvelles seront émises à un prix égal à 90% de la moyenne des premiers cours cotés de l'action EDF sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors des 20 séances de bourse précédant le jour de l'Assemblée générale, diminuée du montant du solde du dividende restant à distribuer au titre de l'exercice 2012, le tout arrondi au centime d'euro supérieur.

Les actionnaires pourront exercer leur option entre le 6 juin et le 26 juin 2013 inclus. Pour les actionnaires n'ayant pas exercé leur option au plus tard le 26 juin 2013, le solde du dividende sera payé intégralement en numéraire. Le solde du dividende à distribuer sera mis en paiement le 8 juillet 2013, quel que soit le mode de paiement (la date de détachement étant le 6 juin 2013). L'Etat, actionnaire majoritaire d'EDF à 84,4%, s'est engagé à voter en faveur de cette résolution lors de l'Assemblée générale du 30 mai 2013 et à exercer son option pour le versement en actions de la quote-part du solde du dividende 2012 payable en actions.

Signature d'un accord définitif avec le groupe Total pour l'acquisition de TIGF

Le 4 avril 2013, le consortium constitué par Snam, opérateur de transport et de stockage de gaz italien (45 %), GIC, le fonds de l'État de Singapour (35 %) et EDF (20 % via ses actifs dédiés), a conclu un accord définitif avec le groupe Total pour l'acquisition de sa filiale de transport et de stockage de gaz dans le Sud-Ouest de la France Transport et Infrastructures Gaz France (TIGF). Le 5 février 2013, le consortium et Total étaient entrés en négociations exclusives pour l'acquisition de la société. La finalisation de la transaction reste soumise aux autorisations des autorités réglementaires et de concurrence compétentes.

Refinancement d'Edison pour 1,5 milliard d'euros

Le 11 avril 2013, Edison a annoncé avoir souscrit à deux prêts intragroupe afin de refinancer une de ses émissions obligataires d'un montant de 1,5 milliard d'euros arrivant à échéance. Le premier prêt, consenti par le Groupe, s'élève à 800 millions d'euros avec une maturité de sept ans. Le second est de 600 millions d'euros avec une maturité de deux ans. Ces deux prêts ont été souscrits en vertu des conditions de concurrence, en ligne avec ceux accordés par le marché financier aux groupes ayant une notation de crédit similaire à Edison. Ce financement représente la partie la plus importante d'un plan de refinancement d'Edison. Il assurera une couverture des besoins de financement d'exploitation à long terme ainsi que la couverture des déficits de trésorerie à court terme, avec un degré suffisant de flexibilité.



Le groupe EDF, un des leaders sur le marché de l'énergie en Europe, est un énergéticien intégré, présent sur l'ensemble des métiers : la production, le transport, la distribution, le négoce et la vente d'énergies. Premier producteur d'électricité en Europe, le Groupe dispose en France de moyens de production essentiellement nucléaires et hydrauliques fournissant à 95,9 % une électricité sans émission de CO₂. En France, ses filiales de transport et de distribution d'électricité exploitent 1 285 000 km de lignes électriques aériennes et souterraines de moyenne et basse tension et de l'ordre de 100 000 km de réseaux à haute et très haute tension. Le Groupe participe à la fourniture d'énergies et de services à près de 28,6 millions de clients en France. Le Groupe a réalisé en 2012 un chiffre d'affaires consolidé de 72,7 milliards d'euros dont 46,2 % hors de France. EDF, cotée à la Bourse de Paris, est membre de l'indice CAC 40.

Avertissement

Ce communiqué ne constitue pas une offre de vente de valeurs mobilières aux Etats-Unis ou dans tout autre pays. Le présent communiqué peut contenir des informations prévisionnelles et des objectifs concernant la stratégie, la situation financière ou les résultats du groupe EDF, qui ne constituent pas des garanties quant à la performance future et aux résultats de la société. EDF estime que ces informations prévisionnelles et objectifs reposent sur des hypothèses raisonnables mais qui peuvent s'avérer inexactes et qui sont en tout état de cause soumises à des facteurs de risques et incertitudes, dont la plupart sont hors du contrôle de la société, et en raison desquels les résultats effectivement obtenus pourraient différer significativement des résultats escomptés. Les facteurs importants susceptibles d'entraîner des différences entre les résultats envisagés et ceux effectivement obtenus incluent notamment la réussite des initiatives stratégiques, financières et opérationnelles d'EDF fondées sur le modèle d'opérateur intégré, l'évolution de l'environnement concurrentiel et du cadre réglementaire des marchés de l'énergie, les risques et incertitudes concernant l'activité du Groupe, l'environnement climatique, les fluctuations des prix des matières premières et des taux de change, le renforcement des réglementations relatives à la sûreté, les évolutions technologiques, les modifications des conditions générales économiques et politiques des pays dans lesquels le Groupe opère, ainsi que les risques et incertitudes liées aux conséquences de l'accident nucléaire survenu au Japon. Des informations détaillées sur ces risques potentiels et incertitudes sont disponibles dans le document de référence d'EDF déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 5 avril 2013, consultable en ligne sur le site internet de l'AMF à l'adresse www.amf-france.org ou celui d'EDF à l'adresse www.edf.com. EDF n'a pas l'obligation ni ne prend l'engagement de mettre à jour les informations contenues dans le présent communiqué.

N'imprimez ce message que si vous en avez l'utilité.

EDF

22-30, avenue de Wagram - 75382 Paris cedex 08

SA au capital de 924 433 331 euros - 552 081 317 R.C.S. Paris

www.edf.fr

CONTACTS

Presse

Carole Trivi : +33(1) 40 42 44 19

Analystes et investisseurs

Kader Hidra & Carine de Boissezon : +33(1) 40 42 45 53
David Newhouse (investisseurs US) : +33(1) 40 42 32 45